



"Monsieur le Directeur académique, Mesdames, Messieurs,

La **quatrième rentrée** de Jean-Michel BLANQUER n'aurait dû ressembler à aucune autre étant donné le contexte. Nous avons pourtant une **sensation de « déjà-vu »**.

En effet, le silence de la rue de Grenelle jusqu'à la fin du mois d'août, l'absence de réponses aux questions et aux propositions que nous lui faisons depuis la fin du mois de juin ; et puis soudainement, des annonces qui se multiplient à la veille de la rentrée et que les personnels d'Éducation, tout comme les cadres de notre administration apprennent par les médias, montrent décidément que le ministre n'a toujours pas compris que la confiance ne se décrète pas par les paroles, mais qu'elle se gagne par les actes.

La confiance, c'est pourtant l'élément indispensable pour laisser les professionnels que nous sommes faire face à la **crise sanitaire**. Les personnels ont préparé leurs enseignements en les adaptant à la situation inédite qui fait suite à 6 mois de rupture partielle ou totale de scolarité. Pour que la rentrée scolaire soit « techniquement réussie » mais aussi et surtout apaisée malgré l'anxiété générale, ils ont passé du temps bien au-delà des jours de pré-rentrée. Pourtant, la demande du SE-Unsa au ministre de laisser la deuxième journée de pré-rentrée à disposition dans ce but a été refusée.

De la même manière, nous avons demandé de dégager tous les temps possibles en dehors du temps d'enseignement durant la période jusqu'aux vacances de Toussaint en gelant toutes les actions de formations prévues. Et bien voici que des enseignants sont conviés mercredi prochain, à une réunion baptisée « conseil de maîtres déplacé » sur le français et les mathématiques, au moment où chacun est à la tâche pour composer avec la crise sanitaire. Si sur le fond, cela nous semble donc anachronique, sur la forme, cette réunion ne donne lieu à aucun ordre de mission, ni remboursement de frais de déplacement, et quid des kilomètres parcourus par certains pour 1 h de réunion. Il n'est pas question ici de pointer tel ou tel personnel mettant en œuvre les consignes mais une fois de plus, la surdité du ministre à qui nous demandions de concentrer tout notre temps sur la gestion tellement chronophage de la situation.

Car les problèmes se font jour au fil des cas positifs identifiés. Les élèves des autres classes en contact à la cantine ou ailleurs doivent rester chez eux... alors il faut prévoir des enseignements en distanciel, en plus du présentiel, etc. Nous y reviendrons dans nos questions diverses avec des propositions également.

La confiance, la reconnaissance et le respect que nous appelons de nos vœux valent dans les deux sens. Vous savez que ce sont des principes qui président à notre conception du dialogue social. Malgré un contexte qui voit la suppression des CAPD et nous prive de temps d'échange.

Voilà qui explique notre incompréhension Monsieur l'inspecteur d'académie, quand nous avons appris que ce CTSD ne serait réuni qu'après que les ajustements de rentrée ont été décidés.

Nous avons déjà échangé sur ce point et nous avons bien compris que votre volonté était de désamorcer le stress des écoles dont les effectifs étaient en tension et ce avant la rentrée. D'autant que vous n'envisagiez que des ouvertures et pas de fermetures. Mais nous déplorons que des écoles qui nous ont fait remonter leur situation jusqu'au jour de la rentrée, n'aient pu être entendues et leur situation examinée au même titre que d'autres.

Cette rentrée est la première que nous préparons avec vous Monsieur le DASEN et nous voulons croire à votre engagement dans un dialogue social respectueux de la parole des personnels que nous portons. Qu'en dehors du contexte exceptionnel de cette rentrée, les prochaines instances, notamment de carte scolaire, seront convoquées en temps opportun avec l'anticipation et les documents préparatoires indispensables à notre travail. Dans ce cadre, l'UNSA Education vous assure une fois encore de sa pleine contribution.

Pour revenir à cette **carte scolaire 2020**, nous répétons que la promesse du printemps de préserver les communes de moins de 5000 habitants des fermetures de classes a parasité notre travail à tous. Cette mesure était selon nous, complètement hors-sol malgré les moyens complémentaires distribués au Gard pour l'honorer. La répartition de ces moyens n'a pas été aussi juste que par le passé et cette injonction a créé de l'ingérence dans les mesures locales de carte scolaire qui nécessitent l'expertise de terrain et une maîtrise des contraintes du territoire.

Chaque école, chaque village, nous le savons, présente des spécificités qui méritent d'être débattues entre tous les élus présents à cette instance, en dehors du bruit et des pressions, en croisant nos analyses. Car nous préférons toujours le poids des arguments à celui du poing sur la table.

Cette carte scolaire est difficilement lisible pour les équipes et cette rentrée révèle finalement un manque de postes de PSYEN sur Nîmes IV, d'enseignants référents sur tout le département, de maîtres E et G sur Saint-Gilles notamment, de T.R. pour remplacer les personnels vulnérables ou malades, ou ceux tenus en quatorzaine parce qu'ils ont été en contact. Gageons que ce CTSD apporte des réponses à ces besoins.

Il manque enfin des enseignants tout simplement pour mettre en œuvre les ambitions de la circulaire sur **la direction d'école**.

Rappelons tout de même qu'avant la crise sanitaire, la situation de la direction d'école était déjà explosive. Les directrices et directeurs d'école ont à nouveau largement démontré ce rôle essentiel qu'ils jouent pour que le service public d'éducation fonctionne mais ils ne peuvent plus le faire au détriment de leur santé mentale et physique.

D'où notre alerte sociale qui couvrira toute la durée du premier trimestre. Nous avons participé activement le 9 septembre au premier des 4 rendez-vous du nouvel agenda social sur la direction d'école qui portait justement sur les décharges de direction et l'élargissement de leurs critères d'attribution. Nous avons prévenu le ministère que les directeurs ne se satisferont pas de mesures cosmétiques et faute d'engagements et d'un plan de montée en charge, nous construirons la mobilisation avec les personnels, pour que le gouvernement consente à donner les moyens à la hauteur des besoins.

Je vous remercie de votre attention.

Les représentants des personnels de l'UNSA Education élus en CTSD du Gard.